

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 mars 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la réforme
du tarif social pour l'énergie**

(déposée par Mme Nahima Lanjri et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 maart 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de hervorming
van het sociaal tarief voor energie**

(ingedien door mevrouw Nahima Lanjri c.s.)

09246

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
cd&v	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
Les Engagés	: <i>Les Engagés</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>
DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	DOC 55 0000/000 <i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA <i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	CRIV <i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>	CRABV <i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	CRIV <i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>	PLEN <i>Plenum</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>	COM <i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT <i>Moties tot besluit van interpellaties (beige kleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le tarif social pour l'énergie est un tarif avantageux pour l'électricité et/ou le gaz naturel accordé aux clients résidentiels qui appartiennent eux-mêmes à certaines catégories d'ayants droit, ou dont un des membres de leur ménage en fait partie. Il s'agit de clients résidentiels bénéficiant d'une intervention, comme un revenu d'intégration versé par le CPAS ou une allocation de remplacement de revenus allouée par le Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale personnes handicapées.

Le tarif social est également accordé lorsque le client résidentiel (ou un membre de sa famille) bénéficie d'une aide de l'autorité flamande, comme un budget de soins pour les personnes âgées nécessitant des soins, ou un supplément de soins pour enfants ayant un besoin spécifique de soutien. Par ailleurs, les clients résidentiels qui bénéficient d'une intervention du Service fédéral des pensions (comme une garantie de revenus aux personnes âgées) ou les locataires d'un appartement social ont également droit au tarif social pour l'énergie.

Le tarif social est calculé quatre fois par an par la CREG, le régulateur fédéral, sur la base des tarifs commerciaux les plus bas. Le résultat est plafonné. Il s'agit d'un prix global basé sur la quantité de kWh prélevée. Depuis le 1^{er} juillet 2009, le tarif social est généralement aussi accordé automatiquement.

Depuis le 1^{er} février 2021, le groupe initial d'ayants droit au tarif social a été élargi pour atténuer les effets de la crise sanitaire, le gouvernement fédéral ayant alors décidé d'accorder temporairement le tarif social aux bénéficiaires de l'intervention majorée. Outre certains statuts ouvrant le droit à l'intervention majorée, toute personne dont les revenus sont inférieurs à une certaine limite peut également en bénéficier. Cet extension à certaines catégories d'ayants droit a, du fait de la cherté persistante des prix de l'énergie, été systématiquement prolongée jusqu'au 31 mars 2023. Le gouvernement fédéral a décidé aujourd'hui que ce droit temporaire prendrait fin le 1^{er} juillet 2023.

Le gouvernement a décidé, lors de la confection du budget 2023-2024, de "poursuivre le travail de réforme du tarif social, notamment avec les objectifs suivants: identifier les pièges à l'inactivité et les éliminer par un système dégressif, adapter le mode de calcul, octroyer automatiquement le tarif social, garantir un accès pratique au droit à l'intervention majorée, appliquer une politique globale à l'égard des personnes en situation

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het sociaal tarief voor energie is een gunstig tarief voor elektriciteit, aardgas of warmte dat wordt toegekend aan huishoudelijke afnemers die behoren tot bepaalde categorieën of waarvan een lid van het gezin tot die categorie behoort. Het gaat om huishoudelijke afnemers die een tegemoetkoming krijgen zoals een leefloon van het OCMW of een inkomensvervangende tegemoetkoming van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal, Personen met een Handicap.

Het sociaal tarief wordt ook toegekend indien een huishoudelijke afnemer (of een lid van het gezin van dat huishouden) steun krijgt van de Vlaamse overheid zoals een zorgbudget voor ouderen met een zorgnaam of een zorgtoeslag voor kinderen met een specifieke ondersteuningsbehoefte. Daarnaast hebben ook huishoudelijke afnemers die een tegemoetkoming ontvangen van de Federale Pensioendienst (zoals een inkomensgarantie voor ouderen) of huurders van een sociaal appartement het sociaal tarief voor energie.

Het sociaal tarief wordt door de federale regulator, CREG, vier keer per jaar berekend op basis van de laagste commerciële tarieven. Het resultaat wordt geplafonneerd. Het gaat om een all-inprijs op basis van het afgenummerd kWh. Sinds 1 juli 2009 wordt het sociaal tarief meestal ook automatisch toegekend.

Om de gevolgen van de COVID-19-crisis te verzachten werd, sinds 1 februari 2021, deze originele groep van rechthebbenden op het sociaal tarief uitgebreid. De federale regering heeft toen besloten om het sociaal tarief tijdelijk toe te kennen aan personen die recht hebben op de verhoogde tegemoetkoming. Naast bepaalde statuten die recht geven op deze verhoogde tegemoetkoming, kan een inkomen beneden een bepaalde grens daar ook recht op geven. Deze uitbreiding met bepaalde categorieën rechthebbenden werd, door de aanhoudende hoge energieprijzen, telkens verlengd tot 31 maart 2023. De federale regering heeft nu beslist dat dit tijdelijk recht zal aflopen op 1 juli 2023.

De regering besliste bij de begrotingsopmaak van 2023-2024 om "verder te werken aan de hervorming van het sociaal tarief, met onder meer volgende doelstellingen: de inactiviteitsvallen in kaart brengen en deze door een getrapt degressief systeem wegwerken, het aanpassen van de berekeningswijze, de automatisch toekenning van het sociaal tarief, de praktische toegang tot het recht op verhoogde tegemoetkoming, het globaal beleid

de handicap (y compris le cas des parents séparés), etc. afin que ladite réforme puisse entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2024."

Par le biais de cette proposition de résolution, nous souhaitons d'ores et déjà initier cette réforme structurelle du tarif social qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Le tarif social est à présent lié à certains statuts spécifiques. Lorsqu'un client résidentiel (ou un membre de son ménage) n'appartient pas à l'une des catégories de bénéficiaires susmentionnées et qu'il ne perçoit par conséquent aucune intervention, il ne peut pas prétendre au tarif social pour l'énergie. Cette condition exclut du bénéfice du tarif social les ménages qui se trouvent dans une situation financière difficile mais n'ont pas droit à l'une des interventions citées. Il est dès lors possible que deux ménages dont les faibles revenus sont comparables ne soient pas traités de manière identique. Ainsi, un bénéficiaire du revenu d'intégration pourra percevoir le tarif social, mais cela ne sera pas le cas pour une autre personne aux revenus similaires.

Le tarif social pour l'énergie pose aussi problème au regard de son aspect binaire: il est soit accordé, soit refusé. Il n'y a pas de voie médiane. La différence entre le bénéfice et l'exclusion du tarif social a un réel impact sur les ménages, en particulier lorsque les prix de l'énergie sont à la hausse, comme ce fut le cas en 2022. À l'heure actuelle, cette différence se fait bien moins ressentir en raison de la baisse des prix de l'énergie, mais une réforme s'impose néanmoins pour faire face à toute nouvelle hausse future.

L'octroi du tarif social pour l'énergie peut aussi générer des pièges à l'inactivité. En effet, lorsqu'un client domestique bénéficiant d'un revenu d'intégration se retrouve sur le marché du travail, il ne peut plus prétendre au tarif social pour l'énergie dès lors qu'il ne perçoit plus le revenu d'intégration. D'un point de vue financier, il pourrait dès lors être plus intéressant de ne pas travailler, et ce d'autant plus en période de forte hausse des prix de l'énergie. Il faut éviter de créer un tel piège à l'emploi, car le travail doit toujours être payant.

À l'heure actuelle, le tarif social est lié à certains statuts sociaux et non aux revenus en tant que tels. Le tarif social est un droit dérivé, dont le bénéfice ne se fonde sur aucun critère de revenus particulier. Heureusement, de nombreux statuts qui donnent droit au tarif social reposent déjà sur des conditions liées aux revenus ou à l'état de besoin de l'intéressé. Pour l'octroi du revenu d'intégration ou de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), par exemple, un examen des revenus ou une enquête sociale sont systématiquement nécessaires. Par conséquent, ces statuts restent pertinents

ten aanzien van mensen met een beperking (inclusief de casus van de gescheiden ouders), e.a. zodat dit in werking kan treden per 1 januari 2024".

Met dit voorstel van resolutie willen wij alvast een aanzet geven tot die structurele hervorming van het sociaal tarief die op 1 januari 2024 in werking moet treden. De toekenning van het sociaal tarief is nu gekoppeld aan bepaalde statuten. Wanneer een huishoudelijke afnemer (of een lid van zijn gezin) niet tot één van bovenvermelde rechthebbende categorieën behoort en dus geen teemoetkoming krijgt, dan heeft hij geen recht op het sociaal tarief voor energie. Hierdoor vallen huishoudens die zich in een moeilijke financiële situatie bevinden maar geen recht hebben op een van de bovenstaande tegemoetkomingen, uit de boot. Bijgevolg krijgen twee gezinnen met een vergelijkbaar laag inkomen, niet noodzakelijk dezelfde behandeling. Zo zal iemand met een leefloon het sociaal tarief krijgen, maar iemand met een vergelijkbaar laag inkomen niet.

Een andere tekortkoming van het sociaal tarief voor energie is dat het binair is. Dit betekent dat met er recht op heeft of niet. Er is geen tussenweg. Zeker in tijden van hoge energieprijzen, zoals in het jaar 2022, is het verschil tussen het hebben van het sociaal tarief en het niet hebben zeer groot. Door de dalende energieprijzen is het verschil nu veel kleiner, maar toch is een hervorming noodzakelijk om voorbereid te zijn op een toekomst met mogelijk opnieuw stijgende energieprijzen.

Het sociaal tarief voor energie kan ook zorgen voor inactiviteitsvallen. Zo zal een huishoudelijke afnemer met een leefloon die aan het werk gaat, het sociaal tarief voor energie verliezen omdat het leefloon wegvalt. Bijgevolg zou het financieel interessanter kunnen zijn om niet te werken, zeker in tijden van hoge energieprijzen. Een dergelijke werkloosheidsval moet vermeden worden, werken moet altijd lonen.

Het sociaal tarief wordt vandaag gekoppeld aan sociale statuten en niet rechtstreeks aan het inkomen. Het sociaal tarief is een afgeleid recht. Er bestaan geen bijzondere inkomenscriteria om het recht op het sociaal tarief te bepalen. We zien gelukkig wel al heel wat statuten die recht geven op een sociaal tarief waaraan een inkomensvereiste of behoeftigheidsvereiste gekoppeld is. Bij het leefloon of de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) bijvoorbeeld is er altijd een behoeftigheids- of inkomensonderzoek nodig. Deze statuten blijven dus relevant en kunnen zeker behouden blijven omdat het

et peuvent assurément être conservés, l'avantage de fonctionner sur la base de statuts étant que l'octroi est généralement automatique.

Cependant, nous voulons éviter que certaines personnes soient exclues du tarif social sur la seule base d'un statut inadéquat, alors qu'elles perçoivent les mêmes revenus qu'une personne qui, par son statut, y est éligible.

Nous sommes dès lors favorables à une réforme du système actuel de tarif social pour l'énergie. L'octroi du tarif social pour l'énergie doit être accordé sur la base de critères de revenus, selon un système dégressif, en complément de l'octroi actuel basé sur les statuts sociaux.

Les critères de revenus pourraient être alignés sur les plafonds de revenus de l'intervention majorée. Pour les personnes qui se trouvent dans une situation particulière (personnes en incapacité de travail, retraités, chômeurs complets depuis au moins trois mois, indépendants bénéficiant du droit passerelle pendant au moins un trimestre, familles monoparentales, etc.), ci-après reprises sous la dénomination "catégorie 1", le plafond annuel des revenus s'élève à 25.291,73 euros (montant en vigueur au 1^{er} janvier 2023) pour un ménage d'une seule personne, et il est majoré de 4.682,19 euros par membre du ménage supplémentaire. Quant aux autres personnes, ci-après reprises sous la dénomination "catégorie 2", le plafond annuel des revenus pour l'année 2022, soit l'année précédent l'introduction de la demande, s'élève à 23.303,84 euros pour un ménage d'une seule personne, avec une majoration de 4.314,18 euros par membre du ménage supplémentaire.

Concrètement, le tarif social pour l'énergie serait octroyé aux ménages remplissant les critères d'un statut social existant ou les nouveaux critères de revenus tels que décrits ci-dessus.

En raison du délai de deux ans qui s'écoule entre la perception du revenu, sa confirmation par le biais de l'avertissement-extrait de rôle et la demande d'autres revenus éventuels, la présente proposition de résolution invite le gouvernement à développer des outils permettant d'évaluer au mieux la situation réelle du ménage en matière de revenus (un examen des revenus).

Il importe que le tarif social pour l'énergie soit accordé aux personnes qui en ont réellement besoin. Il faut éviter les situations dans lesquelles un ménage qui dispose de revenus faibles, c'est-à-dire inférieurs au seuil, mais qui percevrait en outre d'autres rentrées d'argent (des revenus locatifs provenant de plusieurs appartements par exemple), bénéficie malgré tout du tarif social. Dans

werken via statuten in de meeste gevallen het voordeel biedt van een automatische toekenning.

Maar toch willen wij vermijden dat mensen niet in aanmerking komen alleen omdat ze niet het juiste statuut hebben, terwijl hun inkomen niet hoger is dan dat van mensen die wel een statuut hebben dat recht geeft op het sociaal tarief.

Wij willen dan ook dat het huidige systeem van het sociaal tarief voor energie wordt hervormd. Het sociaal tarief voor energie moet worden toegekend op basis van inkomenscriteria met een degressief systeem. Dit alles als aanvulling op de huidige toekenning op basis van sociale statuten.

De inkomenscriteria zouden afgestemd kunnen worden op de inkomensgrenzen van de verhoogde tegemoetkoming. Voor personen die zich in een bijzondere situatie bevinden (invalid, gepensioneerde, volledig werkloos gedurende minstens drie maanden, zelfstandige met overbruggingsrecht gedurende ten minste een kwartaal, eenoudergezin enzovoort), hierna categorie 1 genoemd, ligt het jaarlijks grensbedrag van de actuele inkomens op 25.291,73 euro (1 januari 2023) voor een gezin van één persoon met een verhoging van 4.682,19 euro per extra persoon in het gezin. Voor andere personen, hierna categorie 2 genoemd, ligt het jaarlijks grensbedrag voor de inkomens van het vorig jaar voor het jaar 2023 (jaar van de aanvraag) op 23.303,84 euro voor een gezin van één persoon met een verhoging van 4.314,18 euro per extra persoon in het gezin.

Concreet zou het sociaal tarief voor energie worden toegekend aan huishoudens die voldoen aan een huidig sociaal statuut of aan de nieuwe inkomenscriteria zoals hierboven beschreven.

Omdat er twee jaar verloopt tussen het verdienen van het inkomen en de bevestiging daarvan via het aanslagbiljet en het opvragen van eventuele andere inkomsten, bepaalt dit voorstel van resolutie dat de regering instrumenten moet ontwikkelen om de werkelijke inkomenssituatie van het gezin zo dicht mogelijk te benaderen (een inkomensonderzoek).

Het is belangrijk dat het sociaal tarief voor energie wordt toegekend aan diegenen die het ook effectief nodig hebben. Situaties waarbij een gezin een laag inkomen heeft, onder de drempel, maar daarnaast nog andere inkomsten verwerft (bijvoorbeeld huurinkomsten van een aantal appartementen) waardoor ze toch het sociaal tarief krijgen, moeten vermeden worden. Om dergelijke

le but d'empêcher de telles situations et d'estimer au mieux le revenu réel, nous proposons qu'avant d'octroyer le tarif social pour l'énergie, les autorités envoient un courrier aux ménages dont elles savent que les revenus sont inférieurs au seuil mais qui ne relèvent pas d'un statut social spécifique. Ce courrier informera le ménage qu'il est éligible au tarif social pour l'énergie. Un formulaire de demande du tarif social, incluant une déclaration sur l'honneur en matière de revenus, y sera également joint. Les autorités pourront intervenir s'il apparaît ultérieurement que de fausses déclarations ont été faites. Ce courrier doit également mentionner que le ménage peut notamment faire appel au CPAS pour remplir adéquatement le formulaire de demande.

La présente proposition de résolution demande ensuite au gouvernement fédéral de prendre d'autres mesures pour empêcher les pièges à l'inactivité.

L'objectif est en outre de supprimer la limite arbitraire. Les ménages qui gagnent quelques euros au-delà du plafond de revenus ne perdront plus la totalité de l'avantage du tarif social pour l'énergie, mais ils bénéficieront d'un avantage moins important, selon un système dégressif.

Il faudra en outre tenir compte du nombre de membres que compte le ménage pour fixer les seuils de revenus. Le nombre de membres du ménage préfigure en effet dans une large mesure le risque de pauvreté. La présente proposition de résolution demande par conséquent au gouvernement d'examiner des stratégies permettant de prendre en compte cette dimension. Une piste consiste à relever le seuil de revenus d'un isolé de, par exemple, 50 % pour un partenaire et de 30 % par enfant, par analogie avec le calcul du seuil de pauvreté européen. Une autre piste consisterait à relever le plafond comme pour l'octroi de l'intervention majorée, tel que décrit ci-dessus.

Les ménages ayant, selon cette formule, des revenus inférieurs au seuil prévu bénéficieront intégralement du tarif social pour l'énergie. Un système dégressif s'appliquera aux ménages dont les revenus dépasseront à peine le seuil prévu. Les ménages de catégorie 2 ayant des revenus annuels inférieurs ou égaux à 23.303,84 euros pour un isolé bénéficieront dès lors intégralement du tarif social. Si les revenus d'un ménage d'une seule personne dépassent 34.955,76 euros, ce ménage n'aura pas droit au tarif social, mais si ses revenus se situent entre 23.303,84 et 34.955,76 euros, il bénéficiera d'un avantage réduit. Par exemple, si ses revenus s'élèvent à 29.129,8 euros, il bénéficiera de la moitié de l'avantage du tarif social et ne perdra donc pas la totalité de cet

situations te voorkomen en om het werkelijke inkomen zo goed mogelijk te benaderen, stellen wij voor dat vóór de toekenning van het sociaal tarief voor energie de overheid eerst een brief stuurt aan de huishoudens waarvan gekend is dat zij een inkomen hebben onder de inkomensgrens maar niet onder een bepaald sociaal statuut vallen. Via de brief wordt aan het huishouden gemeld dat zij recht kunnen hebben op het sociaal tarief voor energie. Bij deze brief wordt tegelijkertijd een aanvraagformulier voor het sociaal tarief gevoegd met ook een verklaring op eer inzake het inkomen. Indien bij controle later zou blijken dat men valse verklaringen heeft afgelegd, kan de overheid optreden. In deze brief moet eveneens worden vermeld dat het huishouden voor de invulling van het formulier een beroep kan doen op, onder meer, het OCMW om de aanvraag in orde te brengen.

Dit voorstel van resolutie verzoekt de federale regering vervolgens om ook andere maatregelen te nemen om inactiviteitsvallen te voorkomen.

Daarnaast beogen wij de afschaffing van de arbitraire grens. Huishoudens die een paar euro's boven de inkomensgrens verdienen, zullen het volledig voordeel van het sociaal tarief voor energie niet meer verliezen, maar zullen degressief een minder groot voordeel krijgen.

Daarnaast moet er bij de bepaling van de inkomensgrenzen rekening worden gehouden met het aantal gezinsleden. Het risico op armoede wordt immers sterk bepaald door het aantal gezinsleden. Dit voorstel van resolutie vraagt dan ook aan de regering om pistes te bekijken om hiermee rekening te houden. Een piste is om de inkomensgrens voor een gezin met één persoon te verhogen bijvoorbeeld met 50 % voor een partner en 30 % per kind naar analogie met de berekening van de Europese armoedegrens. Een andere piste is om de grens te verhogen zoals bij de verhoogde tegemoetkoming zoals hierboven beschreven.

Huishoudens die bijgevolg onder de inkomensgrens vallen, zullen het volledig sociaal tarief voor energie krijgen. Voor huishoudens met een inkomen dat net boven de inkomensgrens valt, geldt een degressief systeem. Zo krijgen huishoudens van categorie 2 met een jaarlijks inkomen van minder of gelijk aan 23.303,84 euro voor een gezin van één persoon het volledig sociaal tarief toegekend. Wanneer het inkomen meer dan 34.955,76 euro bedraagt, heeft dit gezin van één persoon, geen recht op het sociaal tarief voor energie. Wanneer het inkomen tussen 23.303,84 euro en 34.955,76 euro bedraagt, zal het huishouden een kleiner voordeel krijgen. Zo zal een gezin van één persoon met een inkomen van 29.129,8 euro de helft krijgen van het voordeel van het

avantage au motif que ses revenus dépassent légèrement le seuil prévu.

Le tarif social pour l'énergie allège la facture énergétique des personnes en situation de précarité, mais il ne constitue souvent pas une solution structurelle. Il importe de renforcer la résilience de tous les ménages de manière structurelle, *a fortiori* celle des ménages précaires, face aux prix élevés de l'énergie. Les personnes qui bénéficient aujourd'hui du tarif social pour l'énergie doivent donc d'abord se voir offrir la possibilité de rendre leur habitation moins énergivore, si elles en sont propriétaires, par exemple en installant des panneaux solaires, ce qui réduira leur facture énergétique. La présente proposition de résolution demande au gouvernement fédéral de proposer aux bénéficiaires du tarif social, moyennant un accord de coopération conclu avec les Régions, de choisir volontairement de faire installer des panneaux solaires sur leur logement. Une assistance étendue, au niveau financier comme en matière de simplification administrative, est prévue à cet égard. Par exemple, les ménages qui habitent en Région flamande pourraient rembourser leur éventuel prêt sans intérêt *MijnVerbouwLening* au rythme de leurs économies sur leur facture d'électricité. Après ce remboursement, ils réaliseront une économie permanente sur leur facture d'électricité. Les ménages qui opteront pour cette offre sur une base volontaire ne bénéficieront alors plus *in fine* du tarif social.

La précarité énergétique allant souvent de pair avec d'autres formes de pauvreté, il est préférable de la combattre en adoptant une approche globale. Selon la directive (UE) 2019/944 du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE¹, les interventions publiques dans la fixation des prix sont permises sous certaines conditions. L'une d'elles concerne la limite de la durée des interventions. Les États membres sont censés d'abord lutter contre la précarité énergétique en prenant des mesures de politique sociale, sans interventions publiques dans la fixation des prix pour l'approvisionnement en électricité. C'est pourquoi la présente proposition de résolution demande que le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux s'unissent, dans le respect de leurs compétences respectives, pour lutter contre la précarité énergétique. Il conviendra d'abord de s'employer à cet effet à ce que les revenus de chacun soient suffisants et à ce que

sociaal tarief en dus niet het voordeel volledig verliezen omdat het inkomen net boven de grens ligt.

Het sociaal tarief voor energie maakt de energiefactuur voor mensen in een kwetsbare situatie draaglijker, maar is vaak geen structurele oplossing. Het is belangrijk om alle huishoudens, maar de kwetsbare huishoudens in het bijzonder, structureel weerbaarder te maken tegen de hoge energieprijzen. Mensen die nu het sociaal tarief voor energie krijgen, moeten dan ook in de eerste plaats kansen krijgen om hun eigen woning, indien ze die bezitten, energiezuiniger te maken bijvoorbeeld door zonnepanelen te plaatsen. Op die manier zorgt dit voor een lagere energiefactuur. Dit voorstel van resolutie verzoekt de federale regering om, door middel van een samenwerkingsakkoord met de Gewesten, mensen met een sociaal tarief een aanbod te doen waarbij men op vrijwillige basis kan kiezen om zonnepanelen op de woning te laten plaatsen. Er wordt hierbij voorzien in vergaande ondersteuning, zowel financieel als ontzorgend. Voor huishoudens die in het Vlaams Gewest wonen zou bijvoorbeeld de renteloze *MijnVerbouwLening* terugbetaald kunnen worden op het ritme van de besparing op de elektriciteitsfactuur. Van zodra de *MijnVerbouwLening* is terugbetaald, levert dit een permanente besparing op de elektriciteitsfactuur op. Huishoudens die hiervoor op vrijwillige basis kiezen, zullen dan uiteindelijk geen sociaal tarief meer ontvangen.

De energiearmoede gaat vaak ook gepaard met andere vormen van armoede. Om die reden wordt energiearmoede best bestreden via een totaalaanpak. Zoals de EU-richtlijn van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU¹ verlangt, is overheidsingrijpen in de prijs mogelijk onder bepaalde voorwaarden. Eén van de voorwaarden is de beperkte duur van de ingreep. De lidstaten worden geacht om de energiearmoede in de eerste plaats aan te pakken via een sociaal beleid, zonder overheidsingrijpen in de prijsstelling voor de levering van elektriciteit. Dit voorstel van resolutie vraagt dan ook dat de federale regering en de gewestregeringen samen de handen in elkaar slaan om, met respect voor ieders bevoegdheden, de energiearmoede structureel aan te pakken. In de eerste plaats moet daarbij worden ingezet op een voldoende hoog inkomen voor iedereen en energiezuinige woningen zodanig dat er geen nood meer is aan bijkomende

¹ Directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE, publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* du 14 juin 2019, L 158/125.

¹ Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU, bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 14 juni 2019, L 158/125.

les logements soient peu énergivores pour qu'aucune assistance supplémentaire ne soit plus nécessaire au travers de tarifs sociaux et d'autres avantages sociaux.

ondersteuning via sociale tarieven en andere sociale voordelen.

Nahima Lanjri (cd&v)
Leen Dierick (cd&v)
Nathalie Muylle (cd&v)
Els Van Hoof (cd&v)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'octroi du tarif social pour l'énergie est lié à certains statuts, de sorte que des ménages disposant de revenus modestes mais pas d'un statut déterminé, en sont exclus;

B. considérant que le tarif social pour l'énergie est binaire: soit un ménage y a droit, soit il n'y a pas droit;

C. considérant qu'en période de prix de l'énergie élevés, la différence que représente le fait de bénéficier ou non du tarif social est très importante, et que cette différence s'amenuise nettement en cas de diminution des prix de l'énergie;

D. considérant que le tarif social pour l'énergie peut générer des pièges à l'inactivité;

E. constatant qu'il est nécessaire de réformer le tarif social pour l'énergie;

F. considérant que la Plateforme de lutte contre la précarité énergétique de la Fondation Roi Baudouin recommande d'ouvrir le droit au tarif social sur la base de critères liés aux revenus, en complément de l'octroi actuel fondé sur des statuts sociaux;

G. considérant que le tarif social pour l'énergie rend la facture énergétique plus supportable pour les personnes en situation de précarité, mais qu'il n'offre pas de solution structurelle;

H. considérant que la précarité énergétique s'accompagne souvent d'autres formes de précarité et qu'une approche globale est dès lors nécessaire;

I. vu la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de mettre en œuvre une réforme du tarif social pour l'énergie en ne conditionnant plus son octroi exclusivement à des statuts sociaux, mais en ouvrant le droit à ce tarif sur la base de critères liés aux revenus, avec un système dégressif;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. stelt vast dat de toekenning van het sociaal tarief voor energie gekoppeld is aan statuten waardoor huis-houdens met een gelijkaardig inkomen, maar zonder het desbetreffende statuut, geen recht hebben op het sociaal tarief;

B. stelt vast dat het sociaal tarief voor energie binair is, ofwel heeft men er recht op ofwel niet;

C. stelt vast dat in tijden van hoge energieprijzen het verschil tussen het hebben van het sociaal tarief voor energie en het niet hebben zeer groot is en dit verschil veel kleiner wordt bij lage energieprijzen;

D. stelt vast dat het sociaal tarief voor energie kan zorgen voor inactiviteitsvallen;

E. stelt de noodzaak vast om het sociaal tarief voor energie te hervormen;

F. gelet op een aanbeveling van het Platform tegen Energiearmoede van de Koning Boudewijnstichting om het recht op het sociaal tarief open te stellen op basis van inkomenscriteria, als aanvulling op de huidige toekenning op basis van sociale statuten;

G. stelt vast dat het sociaal tarief voor energie de energiefactuur voor mensen in een kwetsbare situatie draaglijker maakt, maar geen structurele oplossing biedt;

H. stelt vast dat energiearmoede vaak ook gepaard gaat met andere vormen van armoede en een totaal-aanpak vereist;

I. gelet op Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU;

VERZOEK DE FEDERALE REGERING:

1. een hervorming door te voeren van het sociaal tarief voor energie door de toekenning niet meer uitsluitend te koppelen aan sociale statuten, maar het sociaal tarief ook open te stellen op basis van inkomenscriteria met een degressief systeem;

2. d'ouvrir le droit au tarif au social pour l'énergie sur la base de critères de revenus éventuellement calqués sur ceux qui prévalent pour l'intervention majorée;

3. de développer des instruments permettant d'analyser le plus fidèlement possible la situation de revenus réelle d'un ménage au travers d'un examen des revenus;

4. d'adresser un courrier aux ménages qui n'ont pas droit au tarif social sur la base d'un statut social mais dont les revenus sont inférieurs aux plafonds, afin de leur indiquer qu'ils sont éligibles au tarif social pour l'énergie;

5. d'accompagner ce courrier d'un formulaire de demande du tarif social et d'une déclaration sur l'honneur en matière de revenus, afin de pouvoir intervenir ultérieurement, à l'occasion d'un contrôle par sondage, s'il s'avère que de fausses déclarations ont été faites;

6. d'également mentionner dans ce courrier que le ménage peut solliciter de l'aide, notamment au CPAS, pour compléter adéquatement le formulaire de demande;

7. de prendre par ailleurs d'autres mesures pour éviter les pièges à l'inactivité;

8. d'appliquer, pour l'octroi du tarif social pour l'énergie, un système dégressif basé sur des critères liés aux revenus, en vertu duquel un ménage dont les revenus se situent sous le plafond reçoit l'avantage complet et un ménage dont les revenus sont à peine supérieurs à ce plafond reçoit un avantage moindre, qui finira par devenir nul en cas de dépassement du plafond de 150 %;

9. de tenir compte, dans la réforme, du nombre de membres du ménage, en examinant la faisabilité des deux pistes suivantes: d'une part, relever le plafond de revenus applicable à une personne isolée de, par exemple, 50 % pour un partenaire et 30 % par enfant, par analogie avec le calcul du seuil européen de pauvreté ou, d'autre part, relever le plafond de revenus par personne supplémentaire dans le ménage (augmentation forfaitaire), comme pour l'intervention majorée;

10. d'examiner, dans le cadre de la réforme, la possibilité d'accorder une compensation forfaitaire au groupe des locataires et des résidents d'appartements relevant du marché privé, qui ont droit au tarif social sur la base de leur statut social ou de leurs revenus, mais qui résident dans des bâtiments qui ne disposent pas de compteurs distincts pour le gaz, l'électricité ou la chaleur;

2. de toekenning van het sociaal tarief voor energie open te stellen op basis van inkomenscriteria die mogelijk afgestemd kunnen zijn op de inkomenscriteria van de verhoogde tegemoetkoming;

3. instrumenten te ontwikkelen om de werkelijke inkomenssituatie van een gezin zo dicht mogelijk te benaderen via een inkomensoronderzoek;

4. een brief te sturen aan de huishoudens die niet op basis van een statuut recht hebben op het sociaal tarief, maar waarvan men weet dat zij een inkomen hebben onder deze inkomensgrens en waarbij hen wordt gemeld dat zij recht kunnen hebben op het sociaal tarief voor energie;

5. bij deze brief tegelijkertijd een aanvraagformulier voor het sociaal tarief mee te sturen alsmede een verklaring op eer inzake het inkomen zodat indien later, bij steekproefsgewijze controle, zou blijken dat men valse verklaringen heeft afgelegd, ook kan worden opgetreden;

6. in deze brief eveneens te vermelden dat het huishouden, om het aanvraagformulier in te vullen en de aanvraag aldus in orde te brengen, een beroep kan doen op onder meer het OCMW;

7. om ook andere maatregelen te nemen om inactiviteitsvallen te voorkomen;

8. bij de toekenning van het sociaal tarief voor energie, een degressief systeem toe te passen op basis van inkomenscriteria, waarbij een huishouden onder de inkomensgrens het volledig voordeel krijgt en een huishouden net boven de inkomensgrens een minder groot voordeel krijgt dat uiteindelijk nul wordt bij de overschrijding van de inkomensgrens met 150 %;

9. bij de hervorming rekening te houden met het aantal gezinsleden door de haalbaarheid te onderzoeken van de volgende twee pistes, enerzijds, de inkomensgrens voor een gezin met één persoon te verhogen met bijvoorbeeld 50 % voor een partner en 30 % per kind naar analogie met de berekening van de Europese armoedegrens of, anderzijds, de inkomensgrens te verhogen zoals bij de verhoogde tegemoetkoming per extra persoon in het gezin (forfaitaire verhoging);

10. bij de hervorming de mogelijkheid te onderzoeken van een forfaitaire compensatie voor de groep van huurders en bewoners van appartementen op de privémarkt die recht hebben op een sociaal tarief op basis van hun statuut of inkomen, maar wonen in gebouwen waar geen afzonderlijke tellers voor gas of elektriciteit of warmte zijn;

11. d'adresser, par le biais d'un accord de coopération avec les Régions, une offre aux bénéficiaires du tarif social en vue de l'installation de panneaux photovoltaïques sur leur logement, et de prévoir une assistance avancée à cette fin;

12. de lutter, avec les Régions et dans le respect des domaines de compétence de chacun, contre la précarité énergétique en misant sur des revenus suffisamment élevés et des habitations économies en énergie;

13. de proposer la réforme à la Chambre des représentants en vue de la mise en œuvre des nouvelles mesures le 1^{er} janvier 2024.

9 mars 2023

11. via een samenwerkingsakkoord met de Gewesten aan de rechthebbenden van het sociaal tarief een aanbod te doen om zonnepanelen op de woning te plaatsen en hierbij te voorzien in verregaande ondersteuning;

12. met respect voor ieders bevoegdheden, samen met de Gewesten, de energiearmoede structureel aan te pakken door in te zetten op een voldoende hoog inkomen en energieuwige woningen;

13. de hervorming voor te stellen aan de Kamer van volksvertegenwoordigers met het oog op de invoering van de nieuwe maatregelen op 1 januari 2024.

9 maart 2023

Nahima Lanjri (cd&v)
Leen Dierick (cd&v)
Nathalie Muylle (cd&v)
Els Van Hoof (cd&v)